



## Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

## **Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un PLU, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 11 janvier 2022, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), du Département Aménagement du Territoire mutualisé Métropole / Ville, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Projets des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

À la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 21 mars 2022 au 22 avril 2022 inclus. 258 observations ont été déposées par les contributeurs.

Le Commissaire Enquêteur a intégré l'ensemble de ces observations à son procès-verbal de synthèse, qu'il a converti en plusieurs thématiques avec des questions correspondantes. Cela a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle figure dans le rapport final du Commissaire Enquêteur.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et aux orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 2 juin 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé de l'extension de la Ligne 1 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Partie2\_Piece A\_MECDU\_V13102021.pdf
- PV réunion des personnes publiques associées.pdf
- Rapport d'Enquête publique préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.